

Un bilan des « Midis à l'école »



.....

Certains éducateurs ou animateurs en matière de santé parlent d'alimentation en prônant le « bon » et en rejetant le « mauvais » ou encore en prescrivant les « bons comportements » alimentaires à adopter à l'école ou à la maison. Cette approche est aujourd'hui obsolète car les déterminants des comportements alimentaires sont beaucoup plus complexes à aborder.

.....

Le programme « Midis à l'école » a fait le pari d'une approche non prescriptive de l'alimentation, préférant susciter la curiosité des élèves sur la question des repas et le contexte de ces moments importants de la vie à l'école, associés aux moments de récréation qui les jouxtent. Le deuxième élément fort du programme est d'instaurer un processus de changement qui met les élèves au centre en les faisant concepteurs et acteurs des actions mises en place avec l'aide de l'enseignant et des partenaires éventuels. Un troisième élément est d'articuler l'action ou le projet construit par la classe pour améliorer les midis avec les besoins de santé des élèves, les priorités de l'école et les objectifs d'apprentissage de la classe plutôt que d'en faire une action événementielle ponctuelle. Le quatrième élément est d'éduquer à faire des choix sains en matière d'alimentation et entraîner les élèves à exercer cette capacité en tant que consommateurs (en s'adaptant à l'âge) pour être acteurs de leur propre santé. La cinquième ligne de force est d'inviter les adultes de l'école (direction, enseignants, éducateurs, cuisinières... et pouvoir organisateur) ainsi que les parents, leurs représentants, les acteurs de santé à se retrouver comme partenaires éducatifs sur cette question de l'alimentation et de la vie à l'école en encourageant le dialogue pour favoriser la santé des élèves à l'école comme à la maison. Les structures participatives de l'école (conseil de participation et conseil d'élèves) sont sollicitées pour cette concertation.

Cristine Deliens,
coordinatrice
Coordination
Education &
Santé asbl.

Article paru dans
Education Santé,
n° 201, mai 2005.

Les lignes de force du programme

L'information sur l'équilibre alimentaire est une chose importante, certes, mais manger, c'est encore autre chose ! La nourriture est liée à une série d'événements et de relations tout au long de la vie, elle scande le rythme des journées, les fêtes, les rencontres... et les changements ne se font pas en un coup de cuillère à pot ! De plus en plus, il est question d'aborder davantage la question de l'image et de l'estime de soi, les comportements de consommateur et l'accessibilité des aliments et des boissons saines pour donner aux enfants et aux jeunes l'occasion d'acquérir et d'exercer des compétences en matière de santé.

Améliorer l'alimentation à l'école, un effort de politique publique saine, un premier pas de politique nutritionnelle

Le programme quinquennal « Midis à l'école » a été subsidié par la Communauté française de Belgique dans le cadre de ses programmes de promotion de la santé de février 1999 à septembre 2004 et ce, après deux années scolaires et demi d'expériences pilotes intitulées « L'Art des Midis », les « Midis à l'école » et « En route pour des midis à l'école plus agréables » ayant démarré en septembre 1996. Les enquêtes menées par un organisme de consommateurs et les réponses aux question-

Mots clefs : alimentation,
éducation à la santé, école.

naires bilan « A propos des midis » complétés par les écoles ont démontré, en effet, la nécessité d'améliorer la situation des repas scolaires.

Les objectifs et les stratégies du programme

Le premier objectif du programme était d'encourager la construction de projets locaux – de classe ou d'école – en vue d'améliorer la vie et la santé des élèves sur les temps de midis. Il visait à la fois la dimension des repas (dans et autour de l'assiette) et la dimension des récréations (aspects environnementaux et relationnels).

Le deuxième objectif était d'expérimenter dans et au départ d'écoles maternelles et primaires en Communauté française, des stratégies participatives, communautaires et intersectorielles pour encourager les changements et renforcer les acteurs et les partenaires dans leurs démarches de promotion de la santé.

Trois stratégies ont été mises en place pour soutenir la mobilisation des écoles : l'appropriation, l'accompagnement et la diffusion.

● L'appropriation

La spécificité de la démarche réside dans la proposition faite aux écoles et aux partenaires éducatifs de construire le changement de manière tout à fait participative et ajustée selon les besoins de chaque école ; en effet, aucune liste d'activités-type ni de prescriptions nutritionnelles n'ont été proposées comme solutions toutes faites pour améliorer les midis à l'école. Bien au contraire, la démarche proposée a été la suivante :

- la réalisation d'un bilan pour l'école sur les repas et les récréations de midi par le biais d'un questionnaire pour démarrer la réflexion des adultes éducateurs. Près de cinq cents écoles ont complété et renvoyé ce questionnaire depuis mars 1999 ;
- un travail d'expression des élèves sur la vie à midi à l'école et sur leurs propositions pour améliorer les repas et les récréations ;
- la concertation et l'échange de points de vue des personnes concernées par l'alimentation dans l'école comme préalable au développement d'actions pour étoffer la connaissance

des situations à modifier, les impliquer dans la décision et le projet pour ainsi augmenter les possibilités de changement et leur faisabilité pour le bien-être et la santé des élèves ;

- la mise à l'agenda du sujet des « Midis à l'école » dans les réunions de conseils de participation, de conseils d'élèves, des associations de parents, des actuels centres de promotion de la santé à l'école (Promotion santé à l'école PSE - Inspection médicale scolaire IMS) et centres psycho-médicaux sociaux ainsi qu'au niveau des communes, des pouvoirs organisateurs et des autorités locales.

● L'accompagnement

L'asbl Coordination Education & Santé a proposé des accompagnements à plusieurs niveaux.

L'accompagnement sur le terrain

Il se déclinait à trois niveaux.

Au niveau des classes en projet, sous forme d'animations pour faire émerger les priorités des élèves pour améliorer les midis, dans le cadre d'animations par une diététicienne sur l'équilibre alimentaire ou la découverte des saveurs, ou encore dans le cadre d'interventions pour promouvoir un climat relationnel ou des conditions environnementales plus favorables à la santé dans les cours de récréation ou les réfectoires.

Au niveau des écoles, sous forme de visites-rencontres pour animer des concertations d'acteurs dans l'école en soutien de projet, en communiquant les principes d'une démarche en promotion de la santé. Elles ont servi également à ce que les acteurs présents valorisent les actions déjà accomplies dans l'école et s'approprient le choix des priorités fait par le Conseil de participation lors de l'adhésion à la charte afin de tisser de la cohérence et des partenariats internes.

Cette forme d'accompagnement systématique a constitué avec la diffusion de la charte *A l'école d'une alimentation saine*, une part essentielle de l'opération « A table les cartables ». Une visite gratuite d'une diététicienne proposée par l'asbl Euralisa (asbl liquidée en 2004, faute de subsides) complétait ce soutien aux écoles adhérentes. Fort peu ont souhaité cette intervention, craignant à tort une forme de contrôle



qui pénaliserait l'offre alimentaire de l'école. Au niveau local, dans l'animation ou la participation à des concertations avec des partenaires éducatifs et de santé : association de parents, associations, Inspection médicale scolaire (puis Promotion santé à l'école – PSE) - centre psycho-médico-social (PMS), échevinats... Mais également par l'organisation conjointe avec les centres locaux de promotion de la santé (CLPS) de réunions de coordination, que ce soit pour le programme « Midis à l'école » ou pour l'opération « A table les cartables ». Ces réunions ont servi à préciser des modalités d'action et de collaboration ; par exemple, lors d'une intervention dans l'école, la Coordination prévenait le CLPS mais aussi l'inspection médicale scolaire et le centre psycho-médico-social de la visite ou de l'animation et encourageait systématiquement les directions d'école à inviter les partenaires locaux. La préparation de ces visites de personnes ressources a servi souvent à informer les écoles des partenaires susceptibles de les aider dans leur projet et des rôles de chacun.

L'accompagnement méthodologique

Au niveau communautaire, il s'agissait de diffuser la démarche et de faire connaître le programme par une politique de plaidoyer auprès des acteurs de différents secteurs en dehors de l'école et par la diffusion systématique des outils auprès des acteurs éducatifs, de santé et auprès des partenaires potentiels. Avec l'opération « A table les cartables », la tâche s'est élargie car il s'agissait de faire le lien entre les deux initiatives ministérielles.

Au niveau individuel, à leur initiative, des acteurs éducatifs, institutionnels, associatifs et privés ont pris contact avec la Coordination Education & Santé souhaitant participer à une amélioration des midis et de l'offre alimentaire à l'école fondamentale. Les demandes sont traitées dans le but de renforcer la capacité des personnes – quelle que soit leur fonction en lien avec l'école – d'agir en promotion de la santé, de les aider à creuser leur projet d'action et à trouver eux-mêmes les réponses.

● La diffusion

Les écoles et leurs différentes implantations, les communes, les associations de parents, les acteurs de l'éducation et les acteurs de la santé

scolaire, les responsables à différents niveaux concernés par le sujet ont reçu les différents outils de manière systématique dans le but que chacun soit informé de la démarche et puisse agir en soutien des écoles dans un objectif de promotion de la santé.

De manière générale, cette large diffusion a contribué à diffuser le concept de promotion de la santé et ses principes auprès du public en lien avec les écoles ou impliqué dans des pratiques liées à l'alimentation ou à l'accueil des enfants. Par l'envoi des outils, la participation à des événements, l'information, des publics très variés ont été touchés : les parents, les élèves, les enseignants, les restaurateurs, les diététiciennes, le personnel de cuisine, les encadrants et les responsables de l'accueil, les pouvoirs organisateurs, les bourgmestres et échevins, les CPAS, les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'enfance, etc.

Des outils pour réfléchir, des outils pour agir ensemble

Ces outils ont été conçus dans l'idée de susciter l'appropriation des démarches, le travail intersectoriel et le partenariat, la participation et l'expression des élèves, le dialogue entre les parents et les acteurs de l'école autour de la question de l'alimentation ; ils s'inscrivent, dans une pédagogie participative cherchant à mêler des propositions ludiques pour à la fois promouvoir la santé et atteindre des objectifs d'apprentissage et d'exercice des compétences. Ces outils de sensibilisation sont destinés soit aux enseignants, animateurs et aux parents, ou encore aux restaurateurs, aux acteurs promotion de la santé à l'école et centre psycho-médico-social, aux élèves...

- Le journal « Midis à l'école » élaboré à partir des textes et des dessins des élèves mettait en évidence la diversité des situations et des propositions pour améliorer les repas ou les récréations tout en communiquant à toutes les écoles la démarche proposée pour se lancer dans la dynamique.
- Le feuillet et l'affiche « Les midis pour le plaisir - En parler pour changer » visent à encourager l'expression et la prise en compte des avis des élèves et des personnes concer-



nées par les midis, l'idée étant de dégager dans chaque école des priorités d'actions qui soient ajustées aux besoins locaux.

- La brochure « Manger, plaisir et santé » a été réalisée pour sensibiliser les adultes qui, de près ou de loin, partagent la responsabilité des repas des enfants et de leur santé dans les écoles ou dans les collectivités. Elle cherche à renforcer le rôle éducatif des adultes de la famille et de ceux qui interviennent dans l'école au niveau des menus, de la cuisine ou de la surveillance des repas. Un envoi spécifique visait les conseils de participation des écoles et le personnel responsable des repas à l'école
- Le questionnaire bilan « A propos des midis », diffusé dès mars 1999 sert aux écoles pour faire un bilan de leur situation « midis » et pour définir des priorités de changement en matière de récréation et de repas scolaire.
- Le journal « Midis à l'école » n° 2 est le fruit des échanges avec les classes inscrites et d'une réflexion menée à partir des expériences et des demandes du terrain. Il propose des articles écrits par les classes et des supports, des ressources pour imaginer et construire son propre projet « midis », faciliter l'expression des élèves sur leurs midis, et développe une série de pistes pour aborder l'un ou l'autre aspect des midis (manger, jouer, réfectoire, cour, consommation et environnement, activités...).
- Les fiches outils : « J'écris à la manière d'un journaliste », « Le monde des saveurs », « Récolter la parole des élèves à propos des midis », « Explorer le monde des saveurs à l'école ». Chacun de ces outils a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires.
- La cassette vidéo Arts d'écoles - Explorations artistiques et pédagogiques autour du thème « nourritures, corps et santé » relate des expériences menées dans une quinzaine d'écoles et associations partenaires. Elle constitue un outil de sensibilisation et de formation pour des intervenants éducatifs et des animateurs « santé » valorisant l'approche artistique, créative et participative de ces thèmes de promotion de la santé avec les élèves du fondamental et du premier degré secondaire.
- L'affiche de la charte « A l'école d'une alimentation saine » et la brochure du même nom présentent aux acteurs éducatifs les thématiques prioritaires pour établir et développer des projets éducatifs et de santé pour améliorer l'alimentation à l'école avec des conseils de participation, des élèves et des partenaires locaux. Elle les invite à adhérer à la charte et à mener des actions entre 2002 et 2004.
- Co-édition d'un feuillet « parents » diffusant la charte ainsi qu'une pyramide alimentaire et des conseils utiles pour équilibrer l'alimentation familiale et favoriser des choix pour une alimentation saine à l'école.
- Contribution et édition du cahier technique « Pour une alimentation santé à l'école fondamentale – Bases pour l'établissement d'un cahier des charges » diffusé par l'asbl Euralisa. Elaboré à l'intention des restaurateurs, des autorités locales et des personnes en charge de la fabrication des repas scolaires, ce cahier technique visant à améliorer l'équilibre alimentaire et l'hygiène des repas à l'école rejoignait de fait un des objectifs de départ du programme.
- Le jeu test-santé sur l'alimentation à destination des cinquième et sixième primaires et

du premier cycle du secondaire. Cet outil a été conçu pour susciter une interpellation de l'élève et pour favoriser le dialogue entre les adultes éducateurs et le groupe classe sur les habitudes alimentaires. Il vise à encourager la capacité des élèves à faire des choix favorables à leur santé de manière autonome, ludique et non prescriptive.

- Le répertoire « Des livres à déguster », sélection de livres de jeunesse sur le thème de l'alimentation, des repas, des goûts pour aborder de manière ludique des aspects parfois trop scolaires de la consommation alimentaire.

Impact du programme « Midis à l'école »

La diffusion massive des outils produits dans le cadre de ce programme ainsi que les nombreux échos faits dans la presse et les médias spécialisés (santé, éducation, famille...) ont largement contribué à la mobilisation des acteurs en lien avec l'école. L'articulation avec l'opération « A table les cartables » a également contribué à élargir le public sensibilisé sur la question des repas et de l'alimentation en ouvrant aussi le thème à d'autres aspects de la consommation alimentaire : la découverte des saveurs et des goûts ; l'équilibre alimentaire (repas chauds, pique-niques, collations et boissons) ; la publicité, le marketing et la vente ; une restauration de qualité à coûts maîtrisés ; le respect de l'hygiène ; le lieu et le cadre des repas.

Un tiers des écoles adhérentes étaient des écoles « midis », ce qui laisse entendre qu'une sensibilisation continuée à la promotion de la santé peut entraîner des effets mobilisateurs sur un plus long terme.

Plusieurs autres initiatives locales ou communautaires ont renforcé d'ailleurs ces deux projets en offrant souvent le support de proximité (outils, visites, animations...) dont certaines écoles avaient besoin : citons par exemple l'asbl Tournesol, l'Observatoire de santé du Hainaut, la Province de Namur, le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs - CRIOC, l'Agence de promotion pour une agriculture wallonne de qualité (APAQ-W

ex-ORPAH), Oxfam-magasins du monde et leurs campagnes pour les produits du commerce équitable, les fermes d'animation et les fermes pédagogiques, etc.

● Participation des acteurs éducatifs

Nombreux sont les membres des équipes pédagogiques des écoles ou autres acteurs éducatifs ou de santé qui ont pris contact avec la Coordination en tant que partenaires potentiels dans des projets. Ils ont souvent du mal à manifester ou à faire accepter leur bonne volonté auprès de l'école pour soutenir d'une manière ou d'une autre des démarches pour améliorer les midis. Les contacts entrepris notamment par les parents, le personnel d'encadrement et de service, les cuisinier(e)s, traiteurs ou restaurateurs, les centres de santé à l'école (Promotion santé à l'école - PSE, ex-Inspection médicale scolaire - IMS), témoignent de cette mobilisation.

Dans le cadre des « Midis à l'école », 1.687 personnes ont pris contact avec la Coordination que ce soit dans une recherche d'outils, d'informations, de conseils méthodologiques ou pour être acteurs à leur tour.

Sur 1.131 personnes dont le rôle potentiel en lien avec l'école et les midis à l'école est identifié, 169 sont des parents, des membres d'association de parents ou de conseils de participation. Un nombre équivalent (n=174) représente des personnels de centres de santé à l'école (PSE-IMS, PMS).

Un grand nombre d'élèves et d'enseignants du supérieur (n=311) ont aussi été sensibilisés au programme « Midis » que ce soit dans l'intention de réaliser des stages sur le terrain ou pour mener des actions en classe.

Les parents par contre sont souvent les « parents pauvres » (c'est le cas de l'écrire !) de ces partenariats alors qu'ils sont sans doute les premiers concernés comme premiers éducateurs de leurs enfants, la famille étant le premier lieu où se forment les habitudes alimentaires. Bien évidemment, la nourriture est une pratique fort liée aux relations et à l'organisation familiales, au contexte affectif et au bien-être psychologique de chacun. L'éducation à de saines habitudes alimentaires est donc nettement plus complexe à aborder dans la famille que dans le milieu scolaire ; la complémentarité d'actions

éducatives en partenariat école-famille prend dès lors toute sa valeur car elles peuvent se renforcer mutuellement, rendant possible un véritable projet de promotion d'une alimentation saine et équilibrée à l'école comme à la maison.

● Participation des élèves

Côté élèves, leur participation dans la conception du projet-santé constitue toujours le défi le plus difficile à mettre en pratique par les enseignants, les directions ou les associations de parents et les centres de santé à l'école. Dans le cadre de l'opération « A table les cartables » par exemple, l'évaluation a montré que dans une école sur quatre seulement, les élèves ont participé à l'état des lieux, base pour construire un projet de promotion de la santé répondant aux besoins. Par contre, ils étaient acteurs à chaque fois dans la réalisation d'actions valorisant un mode de consommation saine (petit déjeuner, collation, petit magasin) ou encore dans la préparation de plats lors d'ateliers cuisine ou lors d'animations.

● Participation des partenaires

Si de nombreux acteurs de la société civile, du secteur de la santé, de la restauration, de l'éducation se sont intéressés à la question des midis, le partenariat avec l'école n'est pas toujours acquis : il exige de part et d'autre du temps, de la bonne volonté, de l'écoute, la reconnaissance en tant qu'interlocuteur et avant tout, la relégation d'intérêt particulier ou d'enjeux commerciaux au profit de l'intérêt collectif : la santé des élèves et des conditions environnementales et éducatives favorisant de leur part des choix positifs en matière de santé.

Au niveau des cabinets ministériels

L'expérience démontre toute la richesse mais aussi toute la difficulté du travail intersectoriel tant prôné par la philosophie de promotion de la santé ainsi que le temps et l'assiduité nécessaires pour mener à bien des projets conformes à des objectifs premiers de promotion de la santé que ce soit dans le milieu associatif ou au niveau des cabinets ministériels ; les enjeux de chacun des secteurs sont respectables mais la priorité – dans le cadre d'une politique de santé,

que ce soit au niveau communal, provincial, communautaire ou fédéral – doit aller à la santé collective des élèves et aux principes de promotion de la santé, ce qui entraîne des choix de stratégies parfois difficilement compatibles : résultats visibles et immédiats, importance des chiffres ou des répercussions médiatiques au détriment des démarches durables, ponctualité des aides versus démarches d'appropriation, visibilité institutionnelle ou politique et cohérence des actions... La participation à la définition de politiques publiques saines et le travail intersectoriel doivent rester des défis intéressants à relever pour les acteurs du secteur malgré les difficultés « de langage ».

Au niveau local

La collaboration avec les CLPS et les acteurs communaux ou provinciaux s'est concrétisée en réunions de coordination et d'échanges d'information sur les mobilisations locales, en transmission par zone de CLPS, de données « midis » / « charte » à propos des écoles et des acteurs sensibilisés, ou encore en diffusion d'outils pour les publics des CLPS et en séances de formation/information à destination des publics d'intervenants locaux organisées conjointement.

Au niveau de la Communauté française

Des actions en partenariat ou des interventions se sont concrétisées par la participation de la Coordination Education & Santé à différents événements de type formatif ou informatif : interventions dans des écoles supérieures de diététique et promotion de la santé, dans des centres universitaires ou lors de journées de formation (Cerise - Centre d'éducation relative aux interactions santé et environnement, université catholique de Louvain, Association belge de diététiciens et de licenciés en nutrition de langue française, ...), auprès des fédérations d'associations de parents, tenue de stand pendant les cinq journées annuelles du salon de l'Education à Namur, présentation lors des formations à l'attention des PSE, PMS et acteurs locaux, participation lors de la première Conférence locale à Liège, animations d'ateliers et présentation d'exposés sur des thèmes en lien avec le projet, collaboration à la création et aux travaux de l'asbl Euralisa entre 1998 et 2003.

Au niveau international

En septembre 2000, le programme « Midis à l'école » a été retenu parmi les trois lauréats du concours européen de Promotion de la santé, et a été présenté à Lyon à cette occasion devant une assemblée européenne. Il a également été recensé dans les pratiques retenues sous le nom « des trésors méconnus » du Réseau francophone international pour la promotion de la santé - Refips en 2002. Depuis 2002, la Coordination a participé intensivement au nom de la Communauté française aux réunions et travaux du groupe *Nutrition en milieu scolaire* du Conseil de l'Europe pour la préparation et le suivi du colloque du Conseil de l'Europe à Strasbourg en novembre 2003 ainsi qu'à la coordination de la participation de la Communauté française à celui-ci, avec notamment une association de parents d'une école bruxelloise mobilisée sur la question de l'alimentation.

Monitoring et évaluation du programme

● Mobilisation des écoles : évolution

Les deux premières années du projet pilote ont servi à faire connaître l'initiative ministérielle et la démarche. Cette dynamique a été relancée régulièrement et certainement renforcée par l'action d'autres acteurs de promotion santé et la médiatisation sur la question alimentaire.

Les fluctuations dans la mobilisation de nouvelles écoles peuvent être mises en lien avec différentes diffusions d'outils et de documents émanant des autorités ministérielles ainsi que des événements fortement médiatisés en lien direct avec la santé à l'école et la promotion de la santé : la mise en place du décret « Missions » et des structures participatives telle que le conseil de participation.

La Coordination a maintenu ses démarches de sensibilisation des écoles et des partenaires potentiels notamment par des courriers lors des rentrées scolaires, la diffusion de nouveaux outils, le journal « Midis à l'école », l'enquête continuée via le questionnaire-bilan « A propos des midis », les articles dans la presse tout public et la presse spécialisée de différents secteurs...

Les initiatives et le soutien ministériels au cours des deux législatures ont contribué à faire accepter et reconnaître par l'école et les acteurs de l'enseignement et de la santé, l'importance de l'alimentation et de la santé à l'école mais aussi à diffuser une démarche de promotion de la santé impliquant les différents acteurs en commençant par les élèves.

● Mobilisation locale

Les différentes actions de diffusion et d'information aux acteurs locaux, visent toujours les mêmes principes, à savoir : encourager les partenariats avec l'école et le soutien aux acteurs éducatifs, faciliter la communication à l'échelon local et tisser de la cohérence entre les différentes initiatives favorables à la promotion de la santé à l'école.

● Priorités et actions de changements

Les résultats de cette mobilisation peuvent être évalués sur base des questionnaires renvoyés par quatre cent cinquante écoles entre 1999 et 2003. Cette information permet d'estimer de manière plus précise les priorités de changement pour les écoles et d'autre part, elle permet une appréciation sur la nature des changements entrepris.

En matière de repas, les priorités pointent principalement (34 %) la nécessité d'améliorer le cadre des repas, à savoir l'infrastructure, le bruit, les espaces pour manger, l'équipement des réfectoires. De manière tout aussi importante, plus d'une école sur quatre dénonce le besoin d'augmenter l'encadrement des repas par des personnes compétentes (formation à l'appui), rémunérées correctement, en privilégiant l'accompagnement éducatif de ces moments pour les classes maternelles chez qui les habitudes alimentaires se forment ainsi en collectivité. Nombreuses sont les écoles qui ne sont pas équipées d'un réfectoire suffisamment spacieux, lumineux, insonorisé et permettant d'organiser les repas scolaires selon les critères de l'école et des critères santé favorisant l'autonomie des élèves, les formules de repas chaud ou tartines, la circulation dans les lieux, l'accès à l'eau de boisson...

Ces deux facteurs – le cadre et l'encadrement – sont déterminants du climat relationnel, de

l'ambiance et de la convivialité des repas ainsi que de l'organisation des services. Pendant la période du programme « Midis à l'école », les pouvoirs organisateurs et les acteurs éducatifs ont été sensibilisés par les nombreux débats et mesures politiques amenés par les mouvements familiaux, les organismes actifs en matière d'accueil de l'enfant notamment le secteur de l'accueil extrascolaire, soulignant l'importance des temps libres et de la qualité de l'accueil pour le bien-être de l'enfant.

Quant au contenu des repas eux-mêmes, une école sur dix souhaite des changements en matière de qualité et d'équilibre nutritionnel ; 7 % des écoles mettent comme priorité d'offrir des repas chauds.

En matière de récréation, les écoles signalent des priorités allant dans le même sens : pour 45 % il s'agit d'améliorer l'encadrement avec des éducateurs par exemple (comme en secondaire) mais aussi les espaces (31 %) et les possibilités pour permettre aux enfants de bouger et de choisir comment occuper leur temps libre récréatif (41 %).

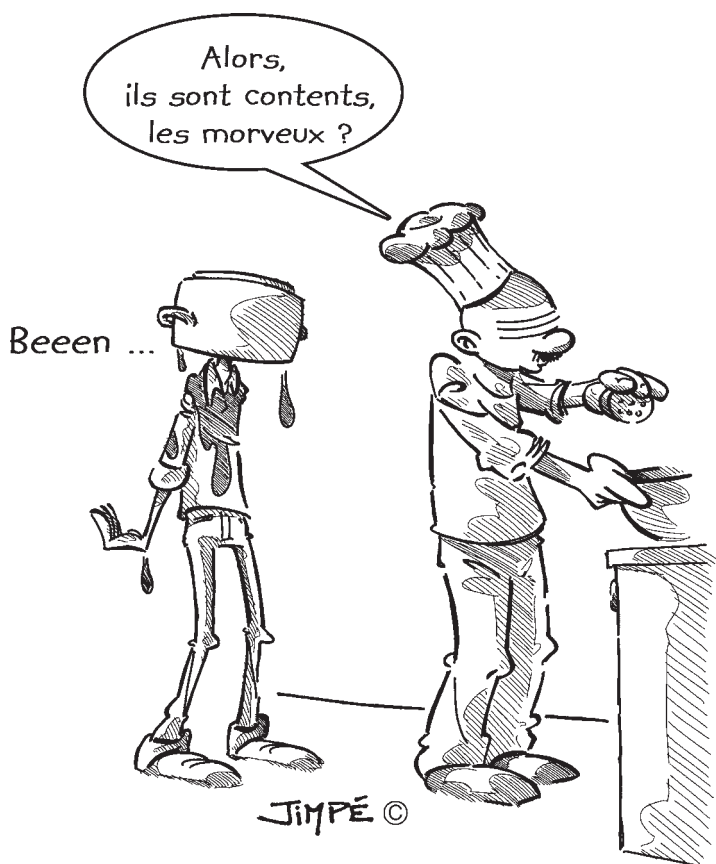
● Changements « Midis »

45,5 % des écoles sur les quatre cent cinquante ayant renvoyé leur questionnaire pendant la période du programme, déclarent avoir réalisé des changements concernant les repas et l'alimentation à l'école ; 42,4 % déclarent avoir fait des changements en ce qui concerne les récréations.

Ces changements portent principalement sur l'offre et le contenu des repas en matière d'équilibre nutritionnel et de qualité (38 %), sur l'organisation des repas (nombre de services, durée (21 %)). Les changements concernent aussi le cadre (infrastructure, équipement...) des repas (38 %) et l'encadrement, en moins grande importance (13 %), bien qu'ils constituaient une priorité de départ, car ces changements nécessitent des budgets parfois importants.

Les changements réalisés pour améliorer les temps de récréation portent sur ces mêmes catégories, avec en premier lieu les possibilités de jeux, le cadre et l'organisation (28 %).

Une école sur cinq a amélioré l'encadrement des récrés et a de ce fait élargi les activités de détente pour les élèves. Les mesures prises pour sécuriser les aires de jeux qui ont vu le jour pendant la période du programme ont parfois facilité ces entreprises de changement et leur soutien par les pouvoirs organisateurs étant donné le caractère légal contraignant.



Conclusions

Le défi reste souvent la motivation des adultes pour un travail constructif autour d'un objectif commun : la santé des élèves. Le programme a démontré la nécessité de soutenir les écoles pour la mise en place de projets santé sur l'alimentation. Un moyen fort est l'intervention d'une personne ressource extérieure (secteur santé ou éducatif) pour animer la concertation entre adultes.

Celle-ci permet notamment de créer ou dynamiser des liens entre les différents acteurs de l'école : pouvoirs locaux, acteurs éducatifs (parents, enseignants de différents degrés, direction...), professionnels de la santé scolaire (PSE, PMS) et de la promotion de la santé



(CLPS, intervenants locaux, provinciaux...), personnes en charge des repas dans l'école et même parfois restaurateurs locaux.

Par ces concertations, un processus d'analyse et d'action collective se met en route ou se renforce, partant des acquis, des besoins (exprimés, supposés, investigués), des projets d'action envisagés tout en laissant les acteurs s'approprier le processus plutôt qu'en dictant des solutions. La difficulté subsiste d'inscrire la mobilisation des écoles dans une perspective de continuité et non pas d'actions ponctuelles et de tisser des liens entre les projets réalisés ou en cours dans les différents degrés d'enseignement.

L'expérimentation de démarches de promotion de la santé permettra sans doute aux acteurs de l'école de mieux percevoir les liens entre les missions de l'enseignement et l'approche de la promotion de la santé, favorisant ainsi l'intégration de cette philosophie dans les différentes actions de l'école, que ce soit pour amener les élèves à construire des savoirs et exercer des compétences ou encore pour renforcer le lien entre la famille et l'école, ou pour vivre à l'école en bonne santé tout simplement.

Quels enseignements pour le futur Plan national Nutrition et Santé belge ?

Ce programme conforte plusieurs éléments pointés comme essentiels pour améliorer l'alimentation, l'activité physique et la santé des élèves en général.

Nécessité d'une approche globale et multiple des moments de repas à l'école ; la volonté d'agir pour améliorer la nutrition ne peut faire l'impasse sur le cadre des repas scolaires : il est urgent de donner aux écoles des différents réseaux les moyens d'équiper un espace approprié qui soit convivial et permette la prise des repas des élèves dans un environnement favorable à la santé.

Nécessité d'un encadrement des repas, de qualité, en nombre suffisant et formé sur le plan éducatif et de la promotion de la santé. L'école accueille en effet un nombre bien plus grand d'enfants sur le temps de midi que du temps de la définition des normes d'encadrement et du temps de la construction de la plupart des

bâtiments scolaires. D'autre part, ces moments de repas et récréation ont une valeur éducative incontestée en tant que « temps libre », temps de repas et temps de repos pour l'enfant ; ce sont aussi des lieux et des moments de socialisation importants ou se forment les goûts, les dégoûts et des habitudes alimentaires (qui ne s'en souvient pas ?) parfois différentes de la maison.

La question du contexte et de l'environnement nutritionnel passe donc avant la transmission des savoirs sur l'équilibre alimentaire. Les enfants mangent un repas avec des voisins de table, dégustent des saveurs qu'ils apprécient avec leurs cinq sens avant de réfléchir aux groupes alimentaires et d'être conscients des besoins nutritionnels qu'ils satisfont de la sorte. L'ambiance est primordiale et conditionne sans doute une grande part des comportements alimentaires. La publicité conditionne une autre grande partie de ces comportements et l'éducation des jeunes consommateurs (influençant les dépenses des ménages !) dans le cadre scolaire doit se faire selon des critères de promotion de la santé avant tout critère d'intérêt commercial.

Un autre enseignement de ce programme serait de dépasser l'activisme « santé » sur la thématique alimentation pour mener de véritables actions de promotion de la santé c'est-à-dire :

- en prenant le temps de construire avec la participation des élèves des projets qui soient éducatifs et amènent l'élève à construire ses savoirs en matière de santé et de nutrition (et non pas à les ingurgiter !) ;
- en permettant aux élèves et aux adultes éducateurs qui les accompagnent, de s'exercer – à l'école notamment – à faire des choix alimentaires plus favorables à la santé ;
- en impliquant les personnes concernées par les repas et l'alimentation à l'école dans un objectif collectif de santé des élèves avant tout ;
- en construisant un partenariat éducatif fort avec les parents autour de la santé des enfants et de leur développement en tant que citoyens responsables, solidaires, consommateurs critiques et actifs, etc. Les parents représentent un capital de mobilisation sous-estimé par les écoles et les pouvoirs organisateurs en tant que moteurs et partenaires d'actions pour améliorer les repas et l'alimentation à l'école

tout comme le contexte des repas. Les relais parentaux et familiaux sont nombreux et traitent fréquemment de la question de l'alimentation et du bien-être de l'enfant depuis longtemps. Les associations de parents, comités ou groupes de parents sont prêts à se constituer en partenaires de l'école et à jouer leur rôle premier en matière d'éducation et de santé. Ils peuvent, par leurs compétences diverses (rarement sollicitées !), leur bonne volonté, leur disponibilité éventuelle, appuyer les démarches de santé et d'amélioration de la situation nutritionnelle (alimentation, exercice physique, consommation...) que ce soit en cherchant des ressources, en explorant la question et les alternatives, en mettant sur pied une réflexion avec les enseignants, en organisant ou soutenant des actions dans l'école. Avec l'information et le soutien nécessaires, ils peuvent compléter et relayer l'éducation nutritionnelle à la maison dans la mesure de leurs moyens en temps et en ressources. Ils méritent d'être soutenus en tant qu'éducateurs et adultes pour renforcer leur rôle d'éducateurs.

Si dans le programme « Midis » le lien était fait entre le moment de manger et le moment de jouer, une politique nutritionnelle au niveau des communautés devrait intégrer de manière active le soutien à l'exercice et l'activité physique que ce soit à l'école ou à la maison. Facteur de santé mais aussi de socialisation, les activités sportives et de détente active répondent à un besoin du corps également pour se maintenir en bonne santé. Les programmes actuels de prévention de désordres nutritionnels devraient davantage lier ces aspects. Les actions de promotion de la santé complètent cette approche préventive par une dimension participative forte et l'implication des acteurs concernés, mais aussi en mettant l'accent sur la dimension « estime et image positive de soi » et sur tous les autres aspects liés à l'acte de manger, au repas, au climat relationnel et au contexte environnemental. ●

Coordination Education & Santé - Cordes asbl.
Tél : 02.538.23.73 ; <cordes@beon.be>.